

Service Protection de l'Environnement  
9 rue de la Grenouillère  
01012 Bourg-en-bresse Cédex

Bourg-en-bresse, le 31/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE BELLEGARDIENNE D'ABATTAGE SAS**

6 rue Louis Armand  
ZI d'Arlod  
01200 Valserhône

Références : 2024 - 02081  
Code AIOT : 0050100064

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement SOCIETE BELLEGARDIENNE D'ABATTAGE SAS implanté 6 rue Louis Armand ZI d'Arlod 01200 Valserhône. L'inspection a été annoncée le 24/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du plan de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE BELLEGARDIENNE D'ABATTAGE SAS
- 6 rue Louis Armand ZI d'Arlod 01200 Valserhône
- Code AIOT : 0050100064
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir de Bellegarde a été autorisé par arrêté du 1er avril 2011 pour l'abattage de bovins et la transformation de produits carnés. Il a été repris par la SAS Société Bellegardienne d'abattage le 11 janvier 2018, et l'arrêté a été modifié le 17 mai 2022 puis le 20 juin 2022. Il est actuellement autorisé pour l'abattage de 20 tonnes/jour maximum (autorisation) et pour la transformation de 5t/j de produits carnés (enregistrement).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
5	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26	Demande d'action corrective	6 mois
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19	Demande d'action corrective	2 mois
8	Enregistrements déchets	Arrêté Ministériel du 05/12/2016,	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		article Annexe I 7.2		
10	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 11/09/2022, article 3	Demande d'action corrective	6 mois
12	PSH	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, annexe 6	Demande d'action corrective	2 mois
13	PSH	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, annexe 6	Demande d'action corrective	2 mois
16	Propreté	Arrêté Préfectoral du 01/04/2011, article art 2.3.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques	Arrêté Préfectoral du 11/01/2018, article 2	Sans objet
2	Eaux pluviales.	Arrêté Préfectoral du 01/04/2011, article Art 4.3.11	Sans objet
3	Prélèvement et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20	Sans objet
7	Installations de réfrigération	Arrêté Préfectoral du 11/01/2018, article 8	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 10/09/2022, article 2	Sans objet
11	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/09/2022, article 5	Sans objet
14	Eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	Sans objet
15	Sécurité	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 21	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que les mesures correctives suites aux non conformités relevées lors de l'inspection de 2021 ont été mises en place.

Deux thèmes principaux nécessitent des suites : le nettoyage des bacs de déchets et des camions, dont les effluents doivent rejoindre le prétraitement, et le Plan de sobriété hydrique qui est à mettre en place. Ils donnent lieu à des demandes d'actions correctives.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rubriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2018, article 2				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Activités				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Le tableau des activités figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1er avril 2011 modifié est remplacé par le tableau suivant :				
<b>Rubrique</b>	<b>Régime A, E, D</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Critère de classement</b>	<b>Volume autorisé</b>
2210	A	Abattage des animaux	Le poids de carcasses susceptibles d'être abattues	Abattage de bovins, ovins, caprins et porcins.

			étant > 5 tonnes/jour.	Maximum 20 tonnes/jour
2221-B	E	Alimentaires (préparation conservation produits) animale, ou de d'origine	La quantité de produits entrant étant > 2 5 tonnes/ jour	
2355	D	Dépôt de peaux >10t		12 tonnes

A : Autorisation - E : Enregistrement — D : Déclaration

Volume autorisé : Eléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations où les capacités maximales autorisées.

#### Constats :

2210 : après être passé à 3j d'abattage par semaine, retour à 4 jours par semaine à partir de début juin 2024.

Avec 3j d'abattage par semaine, le maximum a été atteint le vendredi 24 mai 2024 : 20,515 tonnes (en froid) (un producteur de culards + report de bêtes du mercredi au vendredi).

2221 : traitement en découpe et salaison de 15 tonnes en 2023. Activité max de 5t/j respectée

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Eaux pluviales.

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/04/2011, article Art 4.3.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2

Paramètre	Concentration instantanée mg/l
MEST	35
DBO5	30
DCO	125
Hydrocarbures totaux	10

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont contrôlées au point de rejet, par un organisme agréé à la demande de l'inspecteur.

#### Constats :

Des analyses des eaux pluviales ont été réalisées en déc 2022 et déc 2023.

Les résultats de déc 2023 montrent un dépassement en MES car de la paille est entraînée avec les eaux de pluie et obstrue le débourbeur.

Après nettoyage du débourbeur, une nouvelle analyse réalisée en mai 2024 montre des résultats satisfaisants.

Le débourbeur sera désormais vidangé 2 fois par an.

Une nouvelle analyse sera réalisée en décembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Prélèvement et consommation d'eau.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation spécifique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.
<b>Constats :</b>  La consommation d'eau est relevée en entrée du site. Elle englobe l'eau utilisée pour l'abattage et l'eau utilisée pour la découpe/salaison. -consommation d'eau 2023 : 6309m3 -activité 2023 : 2005 t de carcasses La consommation d'eau spécifique est donc de 3,1 l/kg, conforme, d'autant plus qu'elle comprend l'eau utilisée pour l'activité de transformation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Nettoyage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte eaux de nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier. La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.
<b>Constats :</b>  Vu, vers la bouverie, la zone de nettoyage des véhicules ayant servi au transport des animaux. De la terre et de la paille issues des camions sont proches des grilles de récupération des eaux pluviales, et partent aux eaux pluviales au lieu d'aller vers les grilles de récupération des effluents rejoignant le prétraitement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Veiller à ce que les camions se placent correctement pour décharger, de façon à ce que la paille et les effluents n'aillent pas dans les eaux pluviales et puissent être récupérés au niveau du prétraitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Traitement et rejets des effluents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prétraitement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.  Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.  Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.  Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.  Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.
<b>Constats :</b>  De la mousse présente dans le canal de mesure fausse la mesure de débit (hauteur de mousse lue comme un volume d'eau). Vu la mousse qui s'accumule en entrée de canal de sortie du prétraitement. L'exploitant a mis en place un tableau pour estimer le débit théorique et le comparer aux mesures. Les mesures sont de plus en plus fausses au fur et à mesure de la journée. La mousse est enlevée le matin.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Identifier l'origine de cette mousse et la supprimer.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.  Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement

<p>sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.</p> <p>Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.</p> <p>Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.</p> <p>L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.</p> <p>A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu stockage matières fermentescibles couvert.</p> <p>Vu les bacs ayant contenu des déchets et sous-produits, stockés à l'extérieur dans l'attente du nettoyage. Certains contiennent de l'eau et du sang. Le nettoyage est réalisé à l'extérieur, et les eaux de lavage rejoignent le réseau d'eaux pluviales. Depuis février 2024, ce nettoyage est réalisé par un prestataire.</p> <p>Vu deux grandes flaques d'eau stagnante suite à détérioration de la zone bétonnée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est interdit de rejeter les eaux de lavage dans le réseau d'eau pluviales. Aussi, le nettoyage des bacs doit être réalisé à l'intérieur du bâtiment, où il existe une évacuation vers le prétraitement (délai : immédiat). Les trous dans le béton doivent être supprimés afin d'éviter l'eau stagnante (délai : 2 mois).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> immédiat (lavage) - 2 mois (trous eau stagnante)</p>

#### N° 7 : Installations de réfrigération

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2018, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2011 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p>"Le site dispose de plusieurs groupes frigorifiques et compresseurs d'air. La production de froid est assurée par une installation fonctionnant au R410A (34 kg) et à l'eau glycolée. Ce groupe froid comporte 2 circuits de 2 compresseurs chacun. La puissance totale des installations de réfrigération s'élève à 110 KW. La maintenance de ces installations est réalisée par une société spécialisée.</p>

Un contrôle d'étanchéité est effectué conformément à la réglementation en vigueur".
<b>Constats :</b> Pas de modification des installations. L'entretien est assuré par SEICAR. Vu les bons d'intervention de SEICAR. Vu recherche de fuites du 24/11/2023 : RAS Vu planing prévisionnel des interventions de maintenance 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Enregistrements Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rubrique 2355 D
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration de production et de traitement de déchets et de traçabilité (bordereau de suivi, document de transfert transfrontalier) dans les conditions fixées aux articles R. 541-42 à R. 541-46 du code de l'environnement. - présence du registre des déchets tenu à jour.
<b>Constats :</b> Vu classeur avec les bordereaux de suivi de déchets des matières stercoraires, graisses, équarrissage. Vu bordereau de reprise de Biajoux à destination du méthaniseur SAS MEUHVELEC (Thonon). Absence de bordereau final de traitement des matières stercoraires, qui partent en méthanisation( GAEC Pré Cambin, 74 Présilly).  Pas de registre présenté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Demander les bordereaux de déchets au méthaniseur reprenant les matières stercoraires. Mettre en place un registre de déchets s'il n'existe pas.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Convention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prescriptions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er avril 2011, modifié le 11 janvier 2018, sont remplacées par les prescriptions suivantes : " Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. La station de prétraitement comprend un dégrillage associé à une vis laveuse compacteur, un tamis de maille de 0,5 mm, un dégraisseur et un traitement physico-



chimique (fer + flocculant). Une convention de déversement des effluents rejetés par la SAS Société Bellegardienne d'Abattage (SBA) a été signée entre l'exploitant et la Commune de BELLEGARDE-SUR-VALSERHONNE le 28 juin 2010. Une nouvelle convention de déversement a été signée le 1er avril 2022 entre la SAS Société Bellegardienne d'Abattage (SBA) et la Communauté de communes du Pays Bellegardien. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment)".
<b>Constats :</b> Vu convention du 1er avril 2022. Pas d'odeur anormale le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2022, article 3																																																			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE																																																			
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er avril 2011 modifié le 11 janvier 2018 sont remplacées par les prescriptions suivantes : "L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.																																																			
<table border="1"> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentration moyenne (mg/l)</th><th>Flux moyen autorisé (kg/j) si 8t/j d'abattage (40 m³)</th><th>Flux maximal (kg/j) si 15t/j d'abattage</th></tr> <tr><td>MEST</td><td>900</td><td>36</td><td>60</td></tr> <tr><td>DBO5</td><td>2000</td><td>80</td><td>150</td></tr> <tr><td>DCO</td><td>5000</td><td>200</td><td>375</td></tr> <tr><td>Azote global</td><td>300</td><td>12</td><td>23</td></tr> <tr><td>Pt</td><td>50</td><td>2</td><td>4</td></tr> <tr><td>SEH</td><td>600</td><td>24</td><td>45</td></tr> <tr><td>Cuivre</td><td>0,150mg/l si flux&gt;2g/j</td><td>200g/j</td><td>200g/j</td></tr> <tr><td>zinc</td><td>0,8mg/j si flux&gt;10g/j</td><td>200 g/j</td><td>200 g/j</td></tr> <tr><td>chloroforme</td><td>25µg/l</td><td>20g/j</td><td>20g/j</td></tr> <tr><td>pH</td><td>Compris entre 5,5 et 8,5</td><td>Compris entre 5,5 et 8,5</td><td>Compris entre 5,5 et 8,5</td></tr> <tr><td>température</td><td>&lt; 30 °C</td><td></td><td>&lt; 30 °C</td></tr> </table>	Paramètres	Concentration moyenne (mg/l)	Flux moyen autorisé (kg/j) si 8t/j d'abattage (40 m³)	Flux maximal (kg/j) si 15t/j d'abattage	MEST	900	36	60	DBO5	2000	80	150	DCO	5000	200	375	Azote global	300	12	23	Pt	50	2	4	SEH	600	24	45	Cuivre	0,150mg/l si flux>2g/j	200g/j	200g/j	zinc	0,8mg/j si flux>10g/j	200 g/j	200 g/j	chloroforme	25µg/l	20g/j	20g/j	pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	température	< 30 °C		< 30 °C	Maximal journalier : 75 m3/j moyenne journalière : 40m3/j		
Paramètres	Concentration moyenne (mg/l)	Flux moyen autorisé (kg/j) si 8t/j d'abattage (40 m³)	Flux maximal (kg/j) si 15t/j d'abattage																																																
MEST	900	36	60																																																
DBO5	2000	80	150																																																
DCO	5000	200	375																																																
Azote global	300	12	23																																																
Pt	50	2	4																																																
SEH	600	24	45																																																
Cuivre	0,150mg/l si flux>2g/j	200g/j	200g/j																																																
zinc	0,8mg/j si flux>10g/j	200 g/j	200 g/j																																																
chloroforme	25µg/l	20g/j	20g/j																																																
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5																																																
température	< 30 °C		< 30 °C																																																
MEST	900	36	60																																																
DBO5	2000	80	150																																																
DCO	5000	200	375																																																
Azote global	300	12	23																																																
Pt	50	2	4																																																
SEH	600	24	45																																																
Cuivre	0,150mg/l si flux>2g/j	200g/j	200g/j																																																
zinc	0,8mg/j si flux>10g/j	200 g/j	200 g/j																																																
chloroforme	25µg/l	20g/j	20g/j																																																
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5																																																
température	< 30 °C		< 30 °C																																																

			Ces valeurs, ainsi que le détail des concentrations autorisées, sont fixées par la convention de déversement en vigueur, signée entre l'exploitant et la Communauté de communes du Pays Bellegardien".			
**Constats :**   Vu dans GIDAF de nombreux dépassements en débit, avec en commentaire "de la mousse en permanence, qui gêne la surveillance".  La comparaison avec l'estimation du débit en entrée du flottateur montre que le plus souvent le débit réel est correct.  Les autres paramètres sont conformes.  Vu convention signée le 1er avril 2022.						
**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**  Voir observations suite au constat n°7.						

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																						
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective																						
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois																						
<b>N° 11 :</b> Autosurveillance des rejets																						
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2022, article 5																						
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence																						
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er avril 2011, modifié le 11 janvier 2018, sont remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p>"Les dispositions suivantes sont mises en œuvre : Le débit, la température et le pH sont contrôlés en continu. Par ailleurs des analyses d'autosurveillance des rejets des eaux usées doivent être réalisées comme suit :</p> <table border="1" data-bbox="413 651 1281 1173"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Fréquences</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>débit</td> <td>journalière</td> </tr> <tr> <td>Température</td> <td>journalière</td> </tr> <tr> <td>MES</td> <td>trimestrielle</td> </tr> <tr> <td>DBO5</td> <td>trimestrielle</td> </tr> <tr> <td>DCO</td> <td>Mensuelle</td> </tr> <tr> <td>Azote global</td> <td>trimestrielle</td> </tr> <tr> <td>Phosphore total</td> <td>trimestrielle</td> </tr> <tr> <td>SEH (graisses)</td> <td>trimestrielle</td> </tr> <tr> <td>cuivre</td> <td>annuelle</td> </tr> <tr> <td>zinc</td> <td>annuelle</td> </tr> </tbody> </table> <p>Les eaux industrielles rejetées au réseau communal sont contrôlées sur l'ensemble des paramètres par un bilan 24 h, dont au moins un par an est réalisé par un organisme agréé. Lors de ces autocontrôles, le débit, la température et le pH doivent être également mesurés sur le prélèvement effectué. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont contrôlées au point de rejet, par un organisme agréé, à la demande de l'inspecteur des installations classées, sur le contrôle des paramètres prescrits à l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter". L'inspection peut demander à tout moment la réalisation d'analyses".</p>	Paramètres	Fréquences	débit	journalière	Température	journalière	MES	trimestrielle	DBO5	trimestrielle	DCO	Mensuelle	Azote global	trimestrielle	Phosphore total	trimestrielle	SEH (graisses)	trimestrielle	cuivre	annuelle	zinc	annuelle
Paramètres	Fréquences																					
débit	journalière																					
Température	journalière																					
MES	trimestrielle																					
DBO5	trimestrielle																					
DCO	Mensuelle																					
Azote global	trimestrielle																					
Phosphore total	trimestrielle																					
SEH (graisses)	trimestrielle																					
cuivre	annuelle																					
zinc	annuelle																					
<p><b>Constats :</b></p> <p>Fréquence respectée.</p>																						
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																						

**N° 12 :** PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, annexe 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption de restrictions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant démontre que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). L'exploitant veille toutefois à optimiser sa gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.</p>

L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier.
<b>Constats :</b> Le site appartient à la zone d'alerte des eaux superficielles "Rivières du Haut-Rhône". L'exploitant n'a pas mis en place de PSH.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  En cas d'atteinte du seuil "alerte renforcée" pour cette zone, l'exploitant doit respecter l'arrêté cadre sécheresse départemental. La mise en place d'un PSH permet de bénéficier d'une adaptation de ces mesures de restriction. L'exploitant doit mettre en place un Plan de sobriété hydrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 13 : PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, annexe 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Diagnostic PSH
<b>Prescription contrôlée :</b>  Minimum requis dans le PSH : - Diagramme des flux d'eau, flux totaux entrants et sortants au moins (moyenne journalière ou hebdo ou annuelle) - si possible : compteurs sur le schéma, flux par type d'eau (AEP, forage)
<b>Constats :</b>  L'exploitant doit au minimum identifier les consommations d'eau des principaux postes (abattoir/découpe, nettoyage de fin de journée, triperie....)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 14 : Eaux susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
<b>Constats :</b>  Une vanne existe pour envoyer les eaux susceptibles d'être polluées vers un réservoir.

<p>Vu la procédure rédigée en mai 2021 et remise à jour en mai 2023 : 2 personnes habilitées (le directeur et un agent de maintenance).</p> <p>L'exploitant propose d'ajouter le deuxième agent de maintenance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il serait utile de mettre le deuxième agent de maintenance dans la liste des agents habilités, puisqu'il y a toujours sur site un des deux agents de maintenance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation des personnels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu tableau avec liste des agents référents pour les diverses activités (prétraitement, incendie, systèmes de froid, déchets, électricité...), avec 2 agents pour suppléance, et nom des intervenants extérieurs à prévenir.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Propreté

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2011, article art 2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu entreposage de déchets vers la buverie (bouteilles, vieilles palettes, matériel..)</p> <p>Vu accumulation de boue et effluents au pied de la buverie, avec des pousses d'herbes, obstruant en partie la grille d'évacuation vers les eaux pluviales.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Nettoyer les résidus présents au pied de la buverie.</p> <p>Éliminer les déchets stockés à l'arrière du bâtiment vers des filières autorisées et transmettre les bordereaux d'élimination à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>